



La Coopération des idées

L'Impuissance de l'Action empirique

De graves événements montreront bientôt, à ceux qui l'oublient de nouveau, que l'éducation éthique-sociale du peuple est le devoir social qui s'impose le plus à une démocratie.

Un État démocratique ne se peut soutenir que par la liberté : on ignore la liberté. Une société démocratique ne peut vivre que de l'action positive de tous les citoyens : on ne va que de l'inertie mortelle à l'empirisme agité.

Les travailleurs, j'entends l'élite, sont encore, dans la société présente, comme les hommes de l'âge de pierre étaient au milieu des éléments formidablement déchaînés contre eux. Ceux-là sont aussi ignorants des lois sociales que ceux-ci l'étaient des lois physiques. Leur empirisme est aussi grossier, leurs superstitions et leurs préjugés aussi dangereux.

Il y a des forces économiques, il y a des forces morales. Les travailleurs se laissent mener par elles, et ils en sont les jouets ; ou ils se révoltent contre elles, et ils sont écrasés. C'est ainsi que leurs efforts n'ont abouti qu'aux déceptions et aux hécatombes.

Ces forces, nous devons les connaître. Non pas pour nous résigner au mal ; mais pour vouloir — et pouvoir — le mieux. Ces forces, nous avons à les discipliner. Sans doute, la société, comme la nature, est soumise à des lois invariables, inflexibles. Ce n'est pas contre la volonté, contre le devoir d'agir. Le fatalisme historique simpliste est relativement vrai quand nous ne savons rien de ces lois, dans l'état d'inconscience primitive. Il a pu être même absolument vrai s'il y a jamais eu une société faite d'une seule loi sociale, d'un seul phénomène social, d'individus identiques. Mais les progrès de la conscience, la complexité croissante des phénomènes sociaux élargissent chaque jour davantage le champ de la volonté.

Les faits sociaux, actuellement, sont plus complexes que les faits naturels. Or on modifie facilement ceux-ci, en utilisant les lois. Un phénomène social, aujourd'hui, est soumis à tant de lois différentes, déterminé par tant d'influences de toutes sortes, composé de tant d'éléments divers, qu'on peut dire que pouvoir le de la volonté sur l'évolution des formes sociales est absolu. Ce n'est que le vouloir qui manque, — et le savoir.

Si la volonté ne peut dépasser les limites du possible; ces limites sont tellement larges que, dans la pratique, on n'a pas à en tenir compte, les combinaisons possibles des éléments déterminés dépassant infiniment tout ce que l'imagination la plus riche peut concevoir. On peut donc admettre que tout est possible à ceux qui savent et qui veulent, et qu'il n'y a pas d'utopie. Il n'y a d'utopie que relativement à notre degré d'évolution mentale et morale.

Avec un piano, qui a très peu de touches, on joue tous les airs. Or le clavier social est infini pour nous.

Il ne nous reste donc qu'à connaître toujours mieux notre instrument et à développer toujours plus notre virtuosité.

C'est apprendre à agir.

..

Nous admettons que la démocratie politique ne sera une réalité que par la démocratie sociale, — d'autre importance. Il faut que le travailleur participe à la vie sociale, comme personne morale, libre et responsable. Par là seulement, il saura participer dignement à la vie politique. Le reste n'est que leurre.

Nous en inférons la transformation nécessaire du régime économique du salariat en régime de coopération intégrale universalisée. M. Charles Gide, l'apôtre de la coopération, en France, avec M. de Boyve, a bien mis en lumière que le salariat fait considérer le travailleur, non comme une personne morale, mais comme un instrument de production.

La transformation du salariat est certainement l'aspiration la plus générale du prolétariat organisé, la plus juste aussi. Nous pouvons donc dire qu'elle est bien dans la logique de l'évolution de notre société.

Mais nous constatons aussi que l'action des travailleurs contrecarre le plus souvent cette évolution.

Or ce n'est pas décidément que l'action va contre l'idéal. On n'est absurde que dans l'inconscience. Voyons donc.

Les travailleurs font ce faux syllogisme : La fin du salariat, c'est la richesse pour tous, avec toutes ses jouissances, sans devoirs. Plus nous ferons hausser nos salaires, plus nous nous rapprocherons de cet état. Donc, défendons nos salaires, de toutes manières.

Cette hausse des salaires représente à leurs yeux

une amélioration matérielle immédiate. Elle est le plus souvent illusoire, à tout le moins provisoire ; mais ils y subordonnent l'essentiel, par quoi se peut réaliser l'idéal commun. Ils ne conçoivent le salaire que sous sa forme unilatérale, la plus grossière. L'ouvrier qui gagne 0 fr. 60 de l'heure et fait huit heures par jour a-t-il un salaire plus élevé que celui qui fait dix heures à 0 fr. 50 ? Si on me répond par l'affirmative, je puis montrer que le premier ouvrier fait une plus grande dépense de nerfs et de muscles, et produit plus. On pourrait y introduire d'autres éléments. En multipliant la puissance d'achat du salaire par les sociétés de consommation, par exemple, qui font baisser les prix, on obtient une augmentation de salaires plus réelle, plus équitable. Mais c'est ce qu'on ne voit pas.

Mais j'ai dit que ce syllogisme était faux. En effet, il part d'une conception erronée.

La coopération, la participation active, responsable, à la vie sociale n'est pas tant un droit qu'un devoir impérieux, qui sera pénible, mais qui nous élèvera à la dignité de la liberté.

Il n'est pas bien sûr que la situation matérielle du prolétariat sera améliorée dans le sens qu'il espère naïvement, s'il n'y a plus de vieillards sans pain, d'enfants sans foyer et de femmes réduites à vendre leur corps pour vivre, dans la prostitution cynique ou le mariage hypocrite. Ces sacrifices pitoyables sont, non seulement la rançon d'une bourgeoisie trop riche, mais peut-être, aussi, des travailleurs trop égoïstes.

Nous avons soif de justice. Soit. Mais ne confondons pas ce sentiment social avec nos appétits. Une augmentation de salaires n'est pas plus de justice : c'est seulement un déplacement, à notre avantage, du compro-

mis que nous consentons avec la justice. Par là, loin de combattre l'iniquité, nous demandons à en profiter, nous la reconnaissons, nous la justifions. En défendant nos salaires, nous maintenons le salariat.

Le syndicat ouvrier n'est qu'une machine de grèves, que la Bourse, les coalitions industrielles ou financières mettent en mouvement, ou quelques politiciens. Le travailleur est le jouet docile des forces économiques que d'autres font agir. Les grèves réussissent parfois, et c'est effectivement une augmentation apparente de salaires ; mais c'est aussi, n'en doutons point, une augmentation équivalente des bénéfices des entrepreneurs et des commanditaires, qui se règlent en partie sur la somme des salaires distribués. Et ce bénéfice, il faut le produire. Qui ?

Voici la plupart des syndicats engagés dans cette folie de la grève générale. Nous ne pouvons y voir qu'un prétexte de différer l'effort. Même s'il était possible qu'elle réussît, les travailleurs ne pourraient pas vivre sur le fonds social, vite épuisé, et ils auraient à reconstituer le monde brusquement, sans préparation, dans l'incohérence des idées et le chaos des gestes contradictoire.

Mais là n'est pas la question. Il est triste de constater que l'ouvrier tient plus à 0 fr. 50 de salaire en sus qu'à la liberté, qu'à l'émancipation totale.

Voici ce que j'extrait d'un journal quelconque :

« Londres, 30 août. — On annonce de Melbourne :
« Le parti ouvrier a l'intention de déposer un amendement à la loi sur l'émigration, au terme duquel l'émigration en Australie de toute personne ayant passé un contrat de travail serait interdite. »

M. Stéphane Lauzanne citait, dans une série d'ar-

tics sur le trade-unionisme anglais, de nombreux exemples de tyrannie syndicale, qui paraît n'avoir pour but que de restreindre la production. On oblige, sous peine d'exclusion du syndicat, les ouvriers syndiqués à ne produire qu'une certaine somme de travail. On croit ainsi maintenir les salaires. En France, on a lancé l'idée du *sabotage*. On se demande si, dans cette voie, nous n'arriverions point à la destruction des machines.

Le préjugé du salaire domine toutes les idées du travailleur, et dénature tous ses actes. Il a perdu de vue l'idéal, et il va à l'encontre, dans l'inconscience de son empirisme. Il va même contre la civilisation.

A la rigueur, on excuse une si grossière aberration de la part des syndicats, qui se trouvent aux prises avec l'égoïsme aveugle — quelquefois obligatoire — du patronat.

Mais voici les associations de production. Il semble que, par leur constitution même, elles aient une idée claire de l'action. Leur objet est-il d'éliminer de leur industrie le patronat, en conquérant peu à peu sa clientèle ? Non pas. Ce qu'elles font d'abord, c'est de demander une subvention au ministère du Commerce, un prêt du legs Rampale, et c'est nécessaire, sans doute, pour débiter. Mais ensuite, elles ne s'occupent, pour la plupart, que d'obtenir des travaux de l'État, de la Ville, des coopératives de consommation. Elles se limitent ainsi étroitement. Même elles limitent les coopératives en les contraignant, au nom d'un principe mal compris, de payer plus cher leurs produits que les commerçants. C'est le même sophisme, provenant du même préjugé honteux du salaire, qui fait que les employés de coopératives exigent des sociétés qui les emploient des traitements

exceptionnels. Si les travailleurs savaient organiser leur action, les employés de coopératives travailleraient pour les sociétés de consommation à meilleur compte que pour les patrons, et ils permettraient ainsi à celles-ci de les concurrencer avantageusement. Il est dans le principe de la coopération que le bien social doit être poursuivi directement, qui fera le bien individuel. En d'autres termes, l'individu social reste le but ; mais, pour atteindre son plein développement, il convient, dans les moyens employés, de subordonner le particulier au général, la production à la consommation, l'individuel au social.

L'action ouvrière fait tout le contraire, et c'est la raison de son impuissance.

Pour les associations de production, elles ne peuvent se développer que si elles produisent à meilleur compte que le patronat ; et pour cela, il faut avant tout qu'elles réduisent les salaires.

Je sais bien qu'il y a des sociétés de production qui acceptent courageusement la concurrence. Ce sont les plus prospères. Mais elles restent des associations fermées. Elles ne peuvent s'étendre, conquérir toute leur industrie. Et elles retournent au patronat.

*

**

C'est en se meurtrissant les mains, écrasé par les choses du passé, sous la colère des hommes, qu'on arrache les préjugés. Mais c'est la tâche la plus utile, celle des Universités populaires, de notre *Coopération des Idées*. Nous l'assumons. Les huées de la foule, troublée dans ses erreurs, ce sont nos lauriers. Nous y tenons.

Qu'on ne s'y méprenne pas. Nous ne contestons nullement l'énergie, l'intelligence, le dévouement

des ouvriers syndiqués ou associés. Ils sont dans les conditions les plus difficiles. Affaiblis par le chômage, divisés par les partis, énervés par la misère, mal outillés, sans clientèle, sans capitaux, sans crédit. Ils font ce qu'ils peuvent, malgré les déceptions; et leur persévérance vraiment est héroïque.

Mais ils ont mal engagé l'action. Ils ont mal choisi leur terrain. Ils se trompent.

Méconnaissant les forces économiques, ils en sont les esclaves dociles au lieu d'en être les maîtres intelligents.

Ce sera le propos d'un article suivant. J'essayerai de montrer la puissance de l'action ouvrière scientifiquement organisée.

G. DEHERME.

L'École devant la Nation

IV. — LA RÉNOVATION NÉCESSAIRE

L'esprit scientifique

L'action n'est pas philosophique. Elle n'est pas sage, large, compréhensive de toute vérité. Agir, c'est d'abord choisir un but parmi tous les autres possibles et négliger ceux-ci, et c'est ensuite aller en un seul sens, vers un seul point et ne plus voir rien autre. Agir, c'est être partial : aller voir un pays, c'est croire qu'il est préférable à d'autres. Toute action est une élection et une poursuite singulière : c'est oublier tout le monde pour un détail. En creusant la terre, le laboureur ne voit pas le ciel ; en étudiant les étoiles,

l'astronome ne voit pas la terre. En déclarant la guerre, le prince méprise tous les bienfaits de la paix, ou fait comme s'il les méprisait : en tout cas il les détruit.

Et, pourtant, l'action est d'autant plus vigoureuse et plus décisive qu'elle est plus étroite et plus partielle ; elle atteint d'autant mieux son but qu'il est plus précis et qu'elle y concentre mieux son effort, c'est-à-dire qu'elle est plus exclusive ; elle est d'autant plus puissante qu'elle est moins philosophique. C'est pourquoi les hommes de pensée large, vaste, riche, les grands philosophes, les poètes, sont très rarement des hommes d'action ; ils répugnent, en agissant selon une idée, à condamner par là toutes les autres : sans cesse la voix du monde entier les distrait et les empêche de s'absorber en un seul effort, et ne pouvant faire tous les gestes en même temps, pour y satisfaire à toutes les vérités, ils n'en font aucun.

Pourtant, si la sagesse est noble et délicieuse, l'action est indispensable. L'homme est condamné à n'être pas sage pour être fécond. Tâchant de rendre sa pensée la plus large possible pour être sage, il doit rendre plus précis et plus net, plus spécial et plus étroit son effort, pour bien agir. Qui veut travailler avec fruit doit s'y résigner ; tout homme qui agit doit s'attendre à la critique de ceux qui pensent seulement, car ils peuvent n'exprimer aucune préférence en leurs opinions, tandis qu'il ne peut pas n'en pas manifester dans son travail. C'est pourquoi les pensées et les actions des hommes sont souvent si différentes.

Or enseigner, c'est agir, c'est-à-dire choisir d'abord parmi les méthodes, les desseins, les moyens, et suivre avec persévérance et rectitude la voie choisie. Il faut donc s'y résoudre aux nécessités de l'action,

et c'est précisément ce qu'on n'a point fait. Il y a une vérité sur laquelle nous voulons particulièrement insister, car il nous apparaît qu'elle a été, non seulement ignorée, mais contrariée entièrement jusqu'ici et surtout dans ces dernières années : c'est *la division du travail*, ou la spécialisation des moyens, selon le dessein particulier. Enseigner tout par tout est la devise actuelle, détestable en pratique. En voulant penser à tant de choses, on ne pense plus à rien, et l'on se persuade qu'en disant n'importe quoi, on atteint ce tout dans lequel on erre... Si tout est dans tout, n'importe quoi peut y conduire, et il n'y a plus aucune méthode, aucun choix raisonné.

La science naturelle nous révèle cette loi impérieuse de la perfection des organismes actifs : un organe pour chaque fonction ; c'est le degré supérieur de l'organisme naturel. Le degré inférieur en est, au contraire, un organe propre à tout. *Le tout* pour toute action, c'est le résultat, non le moyen : c'est une somme dont chaque partie est un effort. Vouloir que chaque moyen produise le résultat entier, c'est croire que la partie peut égaler et produire le tout. En poursuivant chaque dessein spécial par des moyens spéciaux, on éclaire toujours très nettement son effort ; et ne pensant jamais qu'à une chose à la fois, ce qui est la garantie chez le commun des hommes pour bien penser, on la produit par un labeur approprié, ce qui est la condition générale pour bien agir.

Pour enseigner avec profit, il faut donc opérer la division du travail et la « spécialisation de rôle et de dessein ». Si une seule étude pouvait apprendre à vivre à l'enfant et à l'homme, les autres seraient inutiles ; mais il n'en est pas ainsi : la vie n'est pas

synthétisée, concentrée, résumée tout entière en une seule étude, en une face du monde ou une manifestation du travail; mais on peut remarquer qu'un certain travail exige et exprime une vertu spéciale de la vie : on n'étudiera donc cette activité particulière que pour la vie spéciale et bien caractérisée qui s'y développe et s'y manifeste. En un mot, à chaque étude il faut un but spécial, très précis et exclusif. C'est à cette condition que l'effort serré, contenu, dirigé, sera puissant; il ne faut pas vouloir tirer tout de chaque étude et montrer tout dans tout : cela serait plus philosophique, mais beaucoup moins habile. A chaque étude donc son but spécial et exclusif, et qu'on y néglige tout ce qui ne se rapportera pas à ce but précis.

La clarté du but fera la netteté, la décision de l'effort. Vouloir trouver et montrer tout dans chaque chose, dans la science, dans l'histoire, dans la littérature, c'est s'exposer à ne répéter que des formules vagues et générales, à ne découvrir partout que des vérités banales et superficielles.

Il faut, pour l'éducation, trouver la valeur propre de chaque étude, négliger tout ce qu'elle peut contenir d'autre, et n'y travailler que dans un sens. Nous ne saurions trop insister sur cette nécessité : la stérilité de notre enseignement primaire nous semble due, en dernière analyse, à l'oubli de ce principe essentiel de tout travail fécond. Si on l'avait appliqué, en effet, on n'aurait pas oublié le but supérieur de l'école et vu dans les moyens, dans le savoir, l'idéal de son effort. Il s'agit donc de préciser à la fois les desseins qui composent la tâche de l'école et les moyens spéciaux par lesquels on les réalisera.

La tâche de l'école, avons-nous dit, est d'enseigne

à bien vivre, par l'habitude, pour bien penser (éducation), par le savoir pour bien agir (instruction), selon la règle et le tempérament de la curiosité qui n'est que liberté et amour, et par l'exemple d'une bonne vie (et non seulement par la parole). Pour initier l'enfant à la meilleure vie, l'école lui enseignera : la vie naturelle, la vie intérieure, la vie active.

1° LA VIE NATURELLE rattache l'homme à la nature, lui offre son modèle et le nourrit de la force et de l'exemple des lois naturelles. C'est par elle que l'homme tient à la terre et y puise sa force ; son sentiment de la nature sera le fondement inébranlable en lui de l'amour de la vérité — c'est-à-dire de ce qui est selon la loi, de ce qui est naturel. Elle sera connue par les sciences et nourrira l'éducation de l'esprit de *vérité*.

2° LA VIE INTÉRIEURE qui est la pensée et le sentiment, se nourrira par la morale, la philosophie, l'art, la littérature, qui sont proprement les moyens généraux de toute éducation.

3° LA VIE ACTIVE qui enseignera à agir, par l'instruction de *l'homme* (hygiène, gymnastique), de *l'artisan* (notions spéciales à la condition probable, agricoles, scientifiques), *du citoyen* (instruction civique fondée sur l'histoire. Géographie).

I. — LA VIE NATURELLE

L'étude des sciences ne peut avoir pour objet que de fonder la vie humaine sur la vie naturelle, en l'animant de l'esprit de légalité naturelle. Il ne s'agit pas d'apprendre les sciences, mais d'acquérir l'esprit scientifique : voilà le but supérieur, à l'école primaire ou à l'école normale. C'est par les sciences qu'il faut donner à l'enfant et au jeune homme non pas les idées,

qui ne sont jamais qu'à surface d'intelligence, mais les habitudes d'esprit suivantes :

1) *Aimer par-dessus tout la vérité.* — Il n'y a pas de sentiment plus noble et plus essentiel : il faut aimer la vérité, non pour notre plaisir ou nos intérêts, mais pour elle-même. Elle porte sa raison, son prestige, sa vertu, son droit en elle-même ; elle existe, et cela suffit pour qu'elle ait le droit d'exister et de régner ; elle n'a pas de but, d'objet extérieur à elle-même ; elle n'est pas un moyen, elle est son but à elle-même, son tout. C'est pour elle seule qu'on doit la connaître et s'y soumettre, et non parce qu'elle peut être utile. Elle est la nourriture naturelle de l'esprit ; le faux en est le poison, et l'on ne se nourrit pas pour autre chose que pour vivre. Un esprit vivant ne peut se fortifier et s'animer que par la vérité. Aussi est-elle la force, le dieu suprême : rien ne peut prévaloir contre elle, ni les intérêts, ni les mensonges, ni les espoirs, ni les superstitions ; rien ne peut empêcher les arbres de se nourrir, selon leurs lois, du sol et de l'air, ni la terre d'obéir à l'attraction du soleil ; la superstition ne peut faire que la terre soit le centre du monde, ni la supplication qu'une inondation s'arrête, ni la menace de Xerxès que la mer ne s'agite, ni l'ignorance qui sonne les cloches que la foudre n'y tombe. Elle règne malgré tout et chez ceux mêmes qui la combattent ou l'ignorent. Car elle est la loi naturelle de toute énergie, la direction inéluctable des forces librement déployées dans la nature. Ce qui est vrai, c'est ce qui n'est soumis qu'à la loi de la nature et de la vie. Ce qui est faux, c'est ce qui est soumis à la fantaisie qui contrarie la vie et la diminue au lieu de l'épanouir en son jeu libre et légal. Si les sciences, de quelque façon qu'on les enseigne, ne

font pas aimer la vérité jusqu'à y sacrifier nos goûts, nos intérêts, notre orgueil, notre instinct de mensonge et de fantaisie, elles ne sont que vanité. Avant tout elles doivent inspirer le respect d'elles-mêmes.

2) *Chercher et savoir trouver la vérité.* -- Mais l'amour ne va point sans le désir et le besoin de la possession. Il faut donner à tous l'esprit scientifique, et quoiqu'on dise, il est bien plus facile à acquérir que l'esprit religieux ou l'esprit poétique. La raison est bien plus facile à régler et à éveiller que le sentiment, et si les sciences ne le font point, elles ne font rien. Il faut donner à chaque homme l'habitude de n'affirmer que ce qui est démontré et de savoir douter sans nier ou inventer. Il n'est pas indispensable que chaque homme découvre des vérités nouvelles et essentielles, et il y faudrait du génie ; mais il l'est qu'il ne nourrisse pas en lui d'erreurs essentielles, et il n'y faut que l'exercice régulier de la raison.

Chaque science concourra par sa vertu spéciale à cette éducation. Les sciences mathématiques habitueront à l'abstraction, à l'enchaînement logique, à la rigueur absolue, et on ne les enseignera et pratiquera que pour développer ces qualités ; on n'apprendra de règles et de formules qu'autant qu'il en faudra pour permettre les nombreux exercices qui seront tout l'enseignement mathématique et qu'on choisira selon la qualité mathématique qu'on voudra fortifier. L'histoire naturelle est la science la plus facilement sympathique à tous, parce qu'elle s'occupe des êtres vivants : en en révélant la structure, les formes, les mœurs, elle montre la loi dans la vie organisée, celle qui se rapproche le plus de la nôtre, et elle nous éclaire les lois qui régissent et à qui l'on doit soumettre notre vie physique.

Elle enseignera sa méthode propre, l'observation ; on ne l'étudiera pas pour connaître des noms de plantes ou d'animaux, des nomenclatures de groupes et de familles, et comment digèrent des animaux qu'on ne verra jamais, ou se reproduisent les plantes des tropiques, mais on apprendra la vie naturelle par l'observation des plantes et des animaux familiers, et l'on acquerra ainsi, par cet exercice honnête et franc, des idées précises et fortes, et une méthode de pensée. La physique, la géologie, la chimie, connues par l'observation, mais surtout par les expériences, révéleront la loi dans les forces et les énergies secrètes de la nature, et habitueront à chercher la vérité par l'hypothèse et l'invention expérimentale.

L'erreur actuelle vient de ce qu'on semble vouloir élargir l'esprit par la mémoire et non par la raison ; c'est comme si l'on pensait rendre un ballon plus puissant en le couvrant d'ornements, une arme plus terrible en la damasquant richement, ou un train plus rapide en en multipliant les wagons. La force et la largeur de l'esprit ne sont pas dans les idées qu'il contient, mais dans la manière dont il acquiert des idées ; non dans le nombre des images qu'il a du monde, mais dans l'énergie et l'ampleur avec lesquelles il l'embrasse et le saisit. Mille souvenirs d'un myope ne valent pas une vision de poète ou de savant. Ce n'est pas par la mémoire, qui n'est qu'un magasin, qu'on enrichit un esprit ; c'est par la raison, qui est une force. Ce n'est pas la science qu'il faut enseigner, mais l'esprit scientifique qu'il faut édifier, et il importe peu qu'un homme n'ait pas appris les principes du thermomètre ou de la machine à vapeur, s'il est assez curieux pour les chercher d'un naturel désir ; ou qu'il ignore la classification des plantes, s'il sait les voir.

: Il n'y a rien de plus indispensable aujourd'hui que le véritable esprit scientifique, comme rien n'eût été plus nécessaire au Moyen-Age que le véritable esprit religieux, car l'essentiel n'est pas tellement d'adorer une idole ou le vrai dieu, que de bien servir le dieu en qui l'on croit ; car le culte est un acte, tandis que le dieu n'est qu'une idée, et il y a plus de vérité et de vertu dans la pure et sincère foi religieuse, quelle qu'elle soit, que dans la superstition de la science. Il n'y a pas de belles, de bonnes, et comme de supérieures superstitions. La mentalité de l'homme qui enseigne avec foi des classifications d'animaux ou de plantes, ou des formules mathématiques, en leur attribuant une vertu spéciale, est exactement semblable à celle du sacristain qui fait répéter le chapelet à des enfants. Les savants qui se réjouissent qu'on enseigne *la géologie* dans les écoles sont les frères spirituels de ceux que reconforte la vue des enfants récitant des prières latines. Un ministre qui ajoute un chapitre de sciences au programme pourrait aussi bien être le prêtre qui enrichit d'une oraison les prières à saint Antoine de Padoue : il n'en sort ni une bonne action, ni un raisonnement juste de plus dans le monde.

Aussi bien l'esprit humain ne change-t-il que les noms et les images des dieux, qu'il adore par ses vices ou ses préjugés. Que les savants remplacent les prêtres, que la vérité sorte aujourd'hui pour la crédulité populaire de l'opinion d'un chimiste tandis qu'elle parlait autrefois dans la prophétie d'un saint, que la *science* soit apprise par tous au lieu du catéchisme, que les enfants anonnent la liste des supplices de l'enfer ou des oiseaux de la classe des piscivores, que le laboratoire mystérieux d'un savant remplace

l'autel sacré, que *la science règne* au lieu de la foi, il n'y a là aucun bien pour l'esprit humain, si les mêmes crédulités, les mêmes superstitions, la même inertie d'esprit, le même aveuglement, le même respect des grandeurs, la même foi grossière édifient dans le peuple la religion de la science et la religion de la Sainte-Ampoule!

« Tout de même, diront quelques-uns, mieux vaut le règne des médecins : ils nous guérissent. »

Mais d'autres murmurent : « Mieux vaut le règne des prêtres : ils nous consolent. »

Et nous, nous disons : « Mieux vaut le règne de l'esprit : il nous délivre. »

L'antique lutte entre la lettre et l'esprit ne finira jamais; elle est le combat de la vérité et de l'ignorance, de la résignation et du travail, du respect et de l'amour, de la liberté et de la servitude, de la vie et de la mort. Elle est dans toutes les institutions, dans toutes les croyances des hommes; elle est le grand et éternel effort de l'esprit qui veut dépouiller son vêtement de chair et de faiblesse, soulever et rejeter le poids de matière, la lourdeur du sommeil qui l'opresse, pour être libre et toujours vivant, et se nourrir de pure vérité. Mais les puissances des ténèbres sont toujours pressées et immobiles sur sa route : les crédulités aveugles, les respects irraisonnés, les préjugés inertes, et l'armée compacte, terrible et magique des mots. C'est le combat éternel qui déchire les hommes et les nations, et où il n'y a pas de neutres. Ceux qui ne sont pas pour l'esprit sont contre lui. La France a été l'une des terres qui ont vu les plus belles batailles et les plus heureuses victoires : c'est une raison pour y continuer de rudement férir. L'ennemi est celui qui ne veut pas, de toutes ses forces, permettre

à chaque homme de connaître directement sa part possible de vérité, celui qui veut la lui imposer comme un vêtement ou comme un joug, et non l'en nourrir comme du suprême viatique; celui qui prend l'esprit humain pour une chose dont on joue et qu'on conduit avec des mots, et non comme une force qui est faite, comme la vigueur des aigles, pour planer librement dans l'air pur, et non languir dans une cage dorée, ou se dresser parée au poing d'un oiseleur pour la chasse du maître; l'ennemi est celui qui ne voit pas dans la révélation de la vérité le bien suprême de l'esprit, qui veut donner à la raison un autre maître qu'elle-même, qui veut régner sur les esprits et non les délivrer : l'homme d'État qui méprise l'esprit et protège son sommeil, qu'il appelle l'ordre; le prêtre qui l'endort pour le rassurer; l'instituteur qui l'enserme et l'étouffe dans le réseau des mots, des formules, comme les Égyptiens entouraient de bandelettes pressées et couvraient d'un sarcophage brillamment peint la momie desséchée que l'âme vivante avait quittée.

XXX.

(A suivre.)

L'extension universitaire à Vienne

L'Université de Vienne vient de publier un rapport très documenté sur les cours populaires faits par ses professeurs à Vienne et aux environs, et suivi d'une statistique très soigneusement dressée (1898-1901).

Il serait superflu de faire remarquer quel intérêt les lecteurs de la *Coopération des Idées* et tous les collaborateurs des Universités populaires peuvent trouver à une étude de ce rapport officiel autrichien. Non seu-

lement il renseigne, très exactement, sur les progrès de l'extension universitaire dans la région viennoise, mais il révèle fortement aux lecteurs français la différence essentielle qu'il y a entre l'*University extension*, telle qu'elle est comprise en Autriche, en Angleterre et aux États-Unis, et l'œuvre plus profonde d'éducation et d'action sociales poursuivie par nos *Universités populaires*.

..

L'initiative du mouvement à Vienne a été prise en 1898 par M. Reyer, professeur à l'Université. Au cours de l'hiver dernier, 58 de ses collègues ont collaboré à l'extension universitaire.

Les ressources financières du Comité d'organisation ne sont point négligeables. Le ministère accorde annuellement 14.000 couronnes. Les communes voisines, intéressées au progrès de l'œuvre, votent des subventions variant de 50 à 120 couronnes. Ajoutez les dons de particuliers, les cotisations (droits d'entrée, cartes d'auditeurs).

Ces droits d'entrée atteignent pour l'année 1900-1901 la somme de 11.830 couronnes. L'exercice financier accuse 59.299 couronnes de recettes, 40.016 de dépenses. La plupart des cours sont faits à Vienne. Les cours institués dans les localités environnantes y ont de même prospéré; ce sont des organismes désormais indépendants.

Un organe périodique a été créé en automne 1900. (*Centralblatt für Volksbildungswesen*). Il facilite la cohésion au sein du mouvement et resserre les relations que le Comité de Vienne a nouées avec les représentants de l'extension universitaire en d'autres Universités, autrichiennes et allemandes, et des Associations dont le but est également l'éducation populaire (Hambourg, Carlsruhe, Munich).

Une statistique irréprochable renseigne le lecteur sur la nature des cours, les variations inévitables de la fréquentation et le nombre des auditeurs, leur sexe, leur profession, leur degré de culture. Il va de soi que l'élément ouvrier y domine et s'accroît sans cesse.

Cette précision de catalogue, coutumière au génie germanique, ce rigoureux inventaire permet de suivre *mois par mois*, depuis 1898, la destinée de l'extension universitaire à Vienne. Sans doute, en matière d'éducation populaire, une statistique de ce genre ne saurait avoir de valeur absolue, mais elle a son prix.

Dans cet inventaire des cours professés, vous ne trouverez point le souci de préoccupations contemporaines, des questions largement humaines, dont l'étude passionnel'humanité présente. Ce sont des *cours d'adultes*, destinés à perfectionner l'instruction de l'auditeur, non l'éducation du citoyen. Les questions politiques et religieuses en sont exclues. C'est, à la lettre, la *distribution de savoir*, critiquée par M. Paul Desjardins dans le *Devoir présent*, faite à des « étudiants populaires. »

On a vu qu'il s'agit, non de conférences, de causeries, dont la variété même plaît tant à un auditoire français, mais de *cours suivis*, de leçons cohérentes, de cycles déterminés. On ne saurait s'en étonner, les universitaires, particulièrement les professeurs de l'enseignement supérieur, apportant dans toute forme de leur activité ces habitudes scientifiques qui leur sont essentielles. Ces cours populaires, tels nos cours du soir municipaux, les cours de l'Association philotechnique etc., sont destinés, et j'insiste, à accroître les connaissances des auditeurs. L'auditeur y est l'écoulier écoutant d'autres maîtres, dans une autre école. D'une part le professeur, exposant et enseignant sans se mêler à ses « grands élèves », la leçon finie ; d'autre

part, l'auditoire, ceux qui viennent chercher un peu plus de science, de savoir.

Nous touchons ici à la différence fondamentale qui sépare toute *extension universitaire*, véritable prolongement de la Faculté, et l'*Université populaire*, création originale, dont les racines plongent bien avant dans l'âme populaire, maison commune où l'ouvrier et l'employé viennent sans doute s'instruire, mais où ils développent avant tout leur personnalité civique et humaine par l'éducation mutuelle, en une atmosphère de solidarité et d'estime réciproque.

*
*
*

Cet objet purement didactique, cette tendance à la systématisation des leçons et des cours, qui nous frappent dès l'abord chez les professeurs de Vienne, se manifestent plus nettement encore dans deux créations récentes.

Ils ont fondé, l'hiver dernier, le *Volksheim*, maison du peuple embryonnaire, sorte d'école populaire supérieure, de première division, pour les plus instruits et les plus curieux des auditeurs des cours proprement dits. Les mêmes professeurs y approfondissent, devant un public mieux préparé, des points spéciaux superficiellement traités ailleurs. On y annexera cet hiver une bibliothèque et une salle de lecture, afin que les auditeurs du *Volksheim* puissent immédiatement poursuivre leurs recherches et enchaîner au cours la lecture qui le complète.

Toujours la préoccupation scientifique et professorale ! Ce n'est point le peuple édifiant une Université nouvelle, son Université ; c'est l'ancienne Université, sanctuaire de la science pure, qui descend à lui, qui pour lui se détaille en succursales.

L'année dernière, le Comité créa de même, sur le modèle de l'*University extension* de l'Angleterre, des examens d'auditeurs ayant suivi assidûment au moins trois cours et désirant, soit dans un dessein pratique, soit pour leur satisfaction personnelle, être interrogés sur ces cours. Un certificat leur est délivré constatant leur degré d'instruction dans la matière choisie. Cette épreuve de « fin de cours » est naturellement confiée aux professeurs intéressés.

Si j'en crois le rapport et les statistiques, ces essais ont réussi. Il est certain que bon nombre d'ouvriers, désireux de trouver une situation meilleure et mieux rémunérée, ont été ainsi encouragés à compléter leurs études: et le résultat n'est point méprisable. Étant donné l'objet immédiat de l'extension universitaire, toute initiative propre à éveiller la curiosité des esprits et à aiguillonner l'appétit de science est louable et féconde.

Mais il est non moins certain que le public français manifesterait peu de goût pour ce nouveau diplôme extra-officiel, pour cette extension *après l'école* d'habitudes scolaires, dont la France maudit la tyrannie. L'ouvrier français, c'est notoire, n'aime guère « retourner à l'école », parce qu'il lui déplaît instinctivement d'être traité en écolier, à qui on remet le bon point qui récompense, le brevet estampillé qui classe parmi la caste des « diplômés ». Et, quand il sent chez le conférencier qu'il écoute ces dispositions de professeur enseignant l'écolier, soyez sûr qu'à moins de nécessité impérieuse, cet ouvrier désertera le cours. Je crois que c'est là une raison décisive de l'échec, en apparence inexplicable, de brillants conférenciers, de savants professeurs, qui ne savent point retenir un auditoire populaire.

Il faut au peuple, insuffisamment instruit par l'école primaire, un complément d'instruction, des cours d'adultes, des cours du soir, des leçons faites par des maîtres autorisés à ceux qui ont soif de nouvelles connaissances. L'extension universitaire satisfait ce besoin. A lire le rapport autrichien, j'ai eu le sentiment que les professeurs de l'Université de Vienne s'en acquittaient à merveille.

Mais il faut au peuple, particulièrement à celui qui a fait la grande Révolution humaine et scellé de son sang généreux la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, une éducation plus profonde, plus désintéressée, civique et sociale.

Nos *Universités populaires*, j'entends celles qui ont voulu et qui ont su demeurer fidèles à leur principe recteur et échapper au politicien, répondent à cette nécessité.

L'extension universitaire instruit le peuple ; l'université populaire l'instruit, l'élève, l'ennoblit. Elle prépare mieux que des hommes plus savants : des citoyens plus humains et plus dignes, réalisant sans révolution brutale la nouvelle société, non par la « lutte des classes », mais par l'accord des individus. C'est l'éducation populaire telle que la conçurent les Encyclopédistes Condorcet et Lakanal, telle que la veut la troisième République, celle qui rayonnera du Palais du Peuple. Dans une des salles du Palais du Peuple, j'entends le professeur instruisant l'ouvrier curieux ; mais dans la salle d'honneur, j'entends le solennel murmure du peuple qui, dans sa maison, fièrement, fait l'apprentissage de sa liberté, et prépare lui-même sa destinée victorieuse.

ALFRED MOULET.

Le Mouvement éthique

Le Secrétariat de la *Ligue Éthique* (Zurich) a publié son neuvième rapport. Nous en retiendrons les détails suivant :

La Société de *New-York* a célébré le 3 mai le vingt-cinquième anniversaire de sa fondation. Ce fut une cérémonie imposante. Les associations d'Europe et l'*Union pour l'action morale* ont envoyé des télégrammes de félicitation à Félix Adler, dont l'œuvre a reçu une consécration universelle.

Par ses soins, plus de deux millions et demi de francs ont été réunis cette année pour la construction d'un superbe local où la société éthique de New-York s'installera, ainsi que la florissante école.

Les cercles chrétiens ont contribué pour une bonne part à cette généreuse souscription. C'est la preuve décisive de l'autorité que Félix Adler a su donner au mouvement éthique.

M. Sheldon, *speaker* de la société de *Saint-Louis*, fait remarquer que catholiques et protestants composent son auditoire en nombre à peu près égal ; ils viennent l'écouter après le service divin et discuter de concert les graves questions contemporaines.

Une nouvelle Société éthique s'est fondée à New-York (*Down-town Ethical Society*), dans les quartiers pauvres. La jeune Société a déjà son local et des ressources suffisantes pour prospérer.

En Angleterre, le mouvement éthique s'oriente décidément vers les questions ouvrières. Son organe, l'*Éthical World*, a pris le titre de *Democracy*. La *Ligue pour l'enseignement moral* déploie la plus grande activité.

En Allemagne, M. *Kronenbert*, un des rédacteurs de l'*Ethische Kultur*, a entrepris l'automne dernier un voyage, disons une tournée de conférences, dans l'Allemagne du Sud, et provoqué ainsi la constitution d'une petite association éthique à *Offenbourg*. — Au printemps, son ami

et collègue *M. Penzig* a de même fait quelques conférences dans les groupes éthiques du Sud.

A signaler partout un goût particulier pour la discussion et la réfutation de Nietzsche.

Le groupe de *Dantzig* organise une bibliothèque populaire ; A *Wiesbaden*, les éthiciens ont institué un bureau de renseignements sur les institutions de bienfaisance, tel qu'il fonctionne à Berlin.

Le dernier compte rendu sur le fonctionnement de la *salle de lecture publique* créée par la section de Berlin accuse de nouveaux progrès.

La Société éthique de *Vienne*, dont l'activité s'était un peu assoupie en ces derniers temps, s'est remise au travail, sous la direction de *M. Brézina*, professeur à l'Université, et de *M. Ofner*, député.

Une Société éthique a été fondée au *Japon*, à Tokio, par *M. Tokiro Yokoi*. Elle compte parmi ses membres plusieurs professeurs de l'Université impériale, comme *M. Quiski*, professeur de philosophie. La propagande a déjà commencé par des brochures.

Un publiciste polonais s'occupe actuellement de gagner ses compatriotes au mouvement éthique et semble près de réussir.

Le secrétaire de la *Ligue éthique*, *M. Færster* fils, rend compte très succinctement des événements qui ont provoqué la polémique dans les Universités populaires au sujet de l'abbé Denis. Il va de soi qu'il défend aussi la cause de la vérité et de liberté, avec tous ceux qui ont soutenu *M. Deherme* en cette affaire.

*
* *

La présence de Félix Adler en Suisse (Wengen. — Oberland Bernois) a été l'occasion d'une réunion intime de quelques-uns des représentants du mouvement éthique anglais, allemand et suisse.

On a discuté très vivement quelques points de tactique. Ma part y fut belle : compte rendu des progrès des Universités populaires françaises.

Félix Adler a de nouveau appelé l'attention de ses amis sur le principe d'intériorisation du mouvement éthique et

le ressort même de l'œuvre, qui est l'amour du *bien* enfin réalisé en nous et autour de nous.

Une réunion plus importante aura lieu à Berlin en juin. Elle préparera quelques sujets de discussion pour un congrès international ultérieur.

ALFRED MOULET.

Les Livres qui font penser

La Guerre et la Paix par des chiffres, par Lucien Le Foyer, o fr. 20 (Giard et Brière, éd., 16, rue Soufflot). — Excellente, substantielle brochure à lire et faire lire. M. Le Foyer mesure les forces de la guerre et celles de la paix, et il trouve que les forces de la guerre se tournent contre la guerre et que les forces de la paix ne cessent de croître de toute la lumière, de toute la conscience croissante de l'humanité. Etc'est la guerre qui devient la chimère de demain. M. Le Foyer ne rêve pas : ce sont les chiffres et les faits qui parlent. Ils sont éloquents. Puissent-ils convaincre les hommes ! Car s'il est bien démontré, maintenant, que la guerre est une folie, nous savons aussi que les hommes ne sont pas à une folie près. Le fait est tel : Jamais les frontières n'ont été si menaçantes, et jamais on n'a tant « civilisé » de jaunes et de noirs.

Les théories de la valeur et les conceptions du système monétaire de M. Kitson, par Hector Denis (Institut des sciences sociales, 11, rue Raveinstein, Bruxelles).

M. Hector Denis nous donne une appréciation très savante du nouveau livre de M. Kitson, qui rentre dans le cadre des études depuis longtemps poursuivies par l'éminent sociologue. — Malgré quelques réserves, M. Denis accepte les conclusions auxquelles aboutit l'auteur qu'il étudie.

Des doutes se sont élevés sur la nécessité, universellement reconnue jusqu'ici, d'employer les métaux précieux comme substratum monétaire. Cette préoccupation s'est

traduite de tous temps par des tentatives de réalisation de papier-monnaie. Leur échec, d'après l'auteur, est dû à l'ignorance des principes qui règlent la question de *monnaie* et celle de *valeur* qu'elle est censée représenter.

M. Kitson est donc conduit à un nouvel examen de la notion de *valeur*. Il reconnaît que, scientifiquement, un produit quelconque ne peut posséder de valeur intrinsèque. La valeur ne résulte que d'une comparaison entre deux *utilités* et s'exprime par un rapport numérique.

Il suffit donc d'imaginer un moyen quelconque de conserver la trace de ce rapport numérique pour constituer une véritable monnaie.

Le principal caractère d'une saine monnaie est de revêtir une forme *abstraite*, que l'emploi de l'or ou de l'argent lui fait infailliblement perdre. La monnaie représentant une valeur et, par conséquent, un rapport entre deux quantités de marchandises, ne doit pas elle-même être une marchandise, puisque les fluctuations de cours auxquelles elle est soumise influent sur la valeur des deux produits qu'elle met en présence par l'échange.

Le marché général des marchandises est donc obligé de se régler d'après les fluctuations de cours d'un produit spécial, l'or, sur lequel se portera la sollicitude des spéculateurs, maîtres ainsi d'exercer sur l'ensemble du commerce une influence pernicieuse.

Le principe posé par M. Kitson est donc que la monnaie doit être de *nulle* valeur et que la garantie qu'elle présente ne peut être qu'extrinsèque et non intrinsèque.

Cette théorie renverse les termes du problème monétaire tel qu'il a été jusqu'ici généralement conçu. La monnaie actuelle ne peut représenter un étalon de valeur, en raison de son caractère de marchandise, à laquelle M. Kitson refuse toute valeur propre ; mais elle constitue un pouvoir d'achat qui, bien qu'abstrait, peut être ramené à une unité conventionnelle. Il suffit donc d'inscrire sur une matière de nulle valeur comme le papier, qui se prête très bien à ce rôle, cette unité d'achat, ses multiples ou ses sous-multiples, pour réaliser la monnaie idéale, sous la condition cependant que l'État abandonne son droit régalién de fabrication des monnaies pour le transporter à tout

détenteur de marchandises, honorable et sérieux, et, dans la pratique, à des banques représentant une collectivité de commerçants.

Parce système, les échanges, pour s'effectuer, n'étant pas obligés de passer par la porte basse de la monnaie métallique, conserveront toute l'élasticité et l'ampleur désirables et solliciteront une production et une consommation presque indéfinies.

Si toute la théorie, développée par M. Kitson, et visiblement appuyée par M. Denis, nous paraît incontestable, la grande difficulté réside dans sa réalisation pratique. M. Kitson paraît pencher pour une banque mutuelle d'échange, telle que la concevait Proudhon. M. Hector Denis signale la similitude de ce système avec celui préconisé par M. E. Solvay, sous le nom de comptabilisme social.

Il ne peut être question, en tout cas, de modifier instantanément notre système monétaire et les habitudes profondément enracinées qu'il a engendrées.

Une série d'essais méthodiquement conduits feront surgir le procédé le plus convenable; une évolution lente nous mènera plus sûrement au but qu'un brusque changement.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à prendre connaissance de la brochure de M. H. Denis. Ils y puiseront la conviction que la question économique et la question sociale sont plus intimement liées qu'on ne le suppose d'habitude à une réforme monétaire dirigée scientifiquement, et dont les bases sont, dès à présent, suffisamment établies pour faciliter sa solution pratique.

Cette conviction se trouvera fortifiée par les démonstrations et les longs développements que M. Hector Denis, avec sa science consommée, nous a donnés de la thèse de M. Kitson.

LUCIEN MOMENHEIM.

Trusts and the State (*Les Trusts et l'État*), par Henry W. Macrosty. (G. Richards, éd., Londres.) — L'auteur, après avoir passé par les différentes écoles socialistes, s'est attaché à la *Société philosophique des Fabians* et à la *Société de Carlyle*. Il a été frappé par le développement

prodigieux des *Trusts* aux États-Unis. Cette évolution économique, lui semble-t-il, doit modifier toutes nos théories sociales et nos tactiques. Les *Trades-unions*, les grèves, voire même les associations libres, les coopératives, quels qu'en soient les mérites, deviennent impuissantes. M. Macrosty se basant sur un grand nombre d'expériences détaillées, ne voit d'autre solution maintenant que dans le monopole de l'État, succédant au monopole capitaliste des *Trusts*. Non pas assurément un monopole purement fiscal, legs de l'absolutisme monarchique, comme, par exemple, le monopole du tabac, en France et ailleurs, ou les monopoles du favoritisme qui datent de la reine Elisabeth; mais bien le monopole démocratique, exercé dans l'intérêt de tous les éléments constituant la nation.

EUG. OSWALD

La Colonne, par Lucien Descaves, 3 fr. 50 (Stock, éd., 27, rue Richelieu). — Du solide écrivain qu'est Lucien Descaves, nous sommes toujours assurés d'avoir des œuvres fouillées, frémissantes de vie, belles de vérité. Ce roman d'art sert de prétexte à une évocation des semaines tumultueuses, passionnées de la Commune. Ce n'est ni un déniement systématique, ni une apologie sotte. M. Descaves a vu, et jugé. Il fait revivre les erreurs et les grandeurs, impartialement. En ces temps tragiques, tout fut grossi, exalté : la bestialité et l'humanité. Voici un extrait :

« ... L'émigrant secoua la cendre de son cigare : — Le malheur, voyez-vous, c'est que la Commune cache ses bienfaits et répand ses erreurs. Car les bêtises continuent. On a supprimé les journaux, comme sous l'Empire ; il y a une Sûreté générale, qui donne aux Parisiens des inquiétudes sur leur sûreté particulière, et un Comité de salut public qui retombe aux certificats de censure, c'est-à-dire en enfance, avec cette carte d'identité dont il exige, à présent, que tout citoyen soit muni... Ces décrets d'intimidation puérile ne sont pas même empreints du caractère iconoclaste que revêt la destruction de la chapelle Bréa ou de la colonne Vendôme...

« — Et encore ! observa Rabouille.

« M. Martin le regarda avec stupéfaction :

« — Comment cela ?

« — Les Idoles ont leurs niches en nous ; ce n'est pas la pioche qui les renversera. Patience et longueur de temps seront nécessaires pour en venir à bout... »

« — Voilà maintenant qu'on nomme des commissaires civils près des généraux !.. Nos singes ramassent les vieux miroirs fêlés des hommes de 93 et s'étudient devant la glace à les imiter. *Le Vengeur* se plaint de la vénalité des commissaires de police de la Commune ; la Commune se plaint du Comité central, auquel seul la garde nationale semble obéir ; le Comité de Salut public se plaint de la tiédeur de Cournet et le remplace à la Sûreté générale par Ferré ; la majorité se plaint d'une minorité qui l'opprime et, dès demain, avec l'institution des cartes d'identité dont tout garde national pourra requérir la présentation, la moitié de Paris mettra en accusation l'autre moitié. Proudhon disait : « La Démocratie, c'est l'envie. » C'est aussi, c'est surtout la méfiance. » « — Soit, dit Rabouille, mais les purs et les aigris sont pétris ensemble, comme le levain et la pâte. On ne peut plus les séparer. C'est de leur mélange intime que sont faits les décrets de la Commune les plus substantiels... Songez aux difficultés qu'a eues à surmonter la Commune pour réorganiser en quinze jours les services municipaux désertés ; considérez les efforts de tant d'hommes honnêtes, intelligents, désintéressés... Ceux-là démentent les accusations d'incapacité et de concussion que l'on porte contre le personnel de la Commune en général... Ces gens, auxquels on reproche leurs orgies, se contentent de quinze francs par jour... Ils continuent d'envoyer leur femme au lavoir, leurs enfants à l'école, et prennent leurs repas à côté de nous, chez le marchand de vin... »

Mais, dans ce beau livre il y a de l'action, où des caractères s'expriment, un mouvement des foules : aux Invalides où est le culte du passé, à Belleville où l'on s'efforce vers l'avenir, dans l'inconscience, la confusion des instincts ataviques et d'une humanité plus haute qui s'élabore. Mais ceci est déjà plus puissant que cela. Alors que la force cruelle, encore une fois, va triompher dans le sang des hommes, la gloire des canons s'écroule, la Colonne est abattue sur son lit de fumier.

Voici un vrai roman *populaire*, parce que c'est une œuvre sincèrement humaine, et de pleine beauté.

La Vente d'une Congrégation sous Louis XV. La Suppression des Jésuites, par Jacques Bonzon, 1 franc (Guillaumin, éd.). — M. Bonzon ne se propose nullement de défendre les Jésuites. Il nous fournit, à l'aide de documents inédits puisés aux Archives, une preuve nouvelle de l'inanité des mesures politiques. Il s'agit de la suppression de la Compagnie de Jésus en 1762, la vente des biens de cette Congrégation. Et voici les résultats : « En fait, si la Compagnie est supprimée, les Jésuites n'ont pu l'être. Financièrement leur persécution n'a pas moins avorté. L'État n'a pas recueilli un denier de ses victimes. » Bannis en 1767, les Jésuites rentrèrent en 1777. C'est un enseignement qu'on ne saurait jamais trop mettre en lumière : Il n'y a pas de politique scientifique, droite, efficace, en dehors de la liberté.

L'Humanité et la Patrie, par Alfred Naquet, 3 fr. 50 (Stock, éd.). — Il en sera fait un compte rendu.

Avec tous les Atouts, roman, par Jeanne France, 1 fr. (Magnier, à Hortès).

C'est le Vent! comédie villageoise, en 3 actes, par Maurice Pottecher (Librairie Ollendorff, 50, chaussée d'Antin). — Dans notre dernier numéro nous avons fait un compte rendu de cette pièce, qui a été représentée au Théâtre du Peuple de Bussang.

L'Éternel Destin, par Mme Dulora de LaHaye (14, rue Molière).

Un vieux Prolétaire socialiste et philosophe sans le savoir, par Egapel (un vol. 2 fr. 50, L. Vanier, éd., 19, quai Saint-Michel).

Corrélation des Lois naturelles, par Alfred Moulin, 0 fr. 50 (chez l'auteur, 10, avenue Parmentier.) — Résumé des principes philosophiques, avec quelques aperçus originaux.

Entretiens socialistes, par Lucien Deslinières, 0 fr. 50 (chez l'auteur, 62, rue Saint-Lazare). — Vulgarisation des

dogmes socialistes, avec quelques illogismes et quelques hétérodoxies qui rendent agréable la lecture de ce petit livre. Quand on discute, même pour les défendre, c'est contre les dogmes, — et nous en sommes.

Les Causes économiques des guerres modernes, par J. Prudhommeaux (Nicolas, éd., 6, rue Grolée). — L'auteur nous montre que les guerres ont toujours des causes économiques, et que c'est à ces causes qu'il faut remonter si l'on veut les empêcher. La propagande pacifique sentimentale a fait son temps. La coopération est un des meilleurs moyens d'abolir le despotisme de la violence dans le monde. C'est dans la pratique de la solidarité sociale qu'on apprend toujours mieux la grande solidarité mondiale. Un coopérateur conscient devient forcément un ennemi de la guerre, qui fait hausser les prix.

Parallèle entre les régimes protectionniste et libre-échangiste, par H.-L. Follin. 1 fr. (Guillaumin, éd., 14, rue Richelieu.) — Très clairement, M. Follin expose l'absurdité du protectionnisme: « Tandis que toutes les inventions modernes tendent à réduire l'effort en multipliant le résultat, ce système tend à diminuer le résultat en multipliant l'effort. » Mais le libre-échangisme a-t-il vraiment toutes les vertus qu'il lui suppose? La liberté commerciale est une liberté, ce n'est pas toutes les libertés. Nous la désirons, certes; mais nous désirons plus encore. Nous savons que, si nous nous y tenions, l'ouvrier ne serait plus qu'un instrument de production, sans personnalité, sans liberté. A vrai dire, il n'y a pas d'exemple de libre-échangisme absolu. Et, puisque nous entrons dans l'utopie, pourquoi ne pas la vouloir grande et belle? Les prétentions scientifiques des libres-échangistes ne se justifient pas mieux que celles des socialistes. Bastiat est poète, comme Proudhon. L'avenir dira peut-être que ce sont les poètes qui ont raison, et que la vérité n'est autre part que dans la beauté totale.

G. DEHERME.

Le Directeur-gérant : G. DEHERMÉ.
